

## STATUTS DE L'ACADÉMIE NATIONALE DE CHIRURGIE

**FONDÉE SOUS LE NOM DE SOCIÉTÉ DE CHIRURGIE LE 23 AOUT 1843  
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE LE 29 AOUT 1859**

### I. Constitution et but de l'Académie

#### Article premier

L'Académie Royale de chirurgie a été fondée par Louis XV en 1731 et dissoute par la Convention en 1793. EN 1820 est créée l'Académie royale de médecine, regroupant l'ancienne Académie royale de chirurgie et l'ancienne Société Royale de médecine. Le 23 août 1843 est fondée la Société de Chirurgie de Paris, reconnue d'utilité publique le 29 août 1859, transformée le 29 novembre 1935 en Académie de Chirurgie par décret du Président de la République, devenue le 10 juillet 1997 Académie Nationale de Chirurgie. Celle-ci a son siège à Paris, sa durée est illimitée.

#### Article 2

L'Association dite Académie Nationale de Chirurgie a pour objet l'étude et les progrès de la chirurgie et tout ce qui peut y concourir. Elle est régie par les présents statuts.

Elle se donne trois missions :

-Elle a une mission d'information ; tout au long de son existence de plus de 150 ans, ont été présentées dans son enceinte les découvertes essentielles et fondamentales de la chirurgie. Elle a également pour mission de participer à la formation continue des chirurgiens.

-Elle a aussi une mission de magistère moral et de garant de l'éthique de la chirurgie, en ce sens qu'elle ne saurait être indifférente aux débats juridiques qui entourent les actes chirurgicaux ainsi qu'aux aspects de santé publique et aux conséquences économiques aujourd'hui indissociables des approches techniques de l'acte chirurgical.

-Elle a enfin une mission de recherche ; elle publie chaque année les travaux de jeunes chirurgiens portant sur des sujets de recherche fondamentale.

### II. Composition de l'Académie

#### Article 3

Ont été fondateurs de la Société Nationale de Chirurgie :

MM. Aug. BÉRARD, chirurgien de l'hôpital de la Pitié, professeur de clinique chirurgicale à la Faculté de Médecine de Paris, membre de l'Académie Nationale de Médecine de Paris.

G. MONOD, chirurgien de la Maison royale de Santé, agr. libre à la Faculté de Médecine de Paris.

Alph. ROBERT, Chirurgien de l'Hôpital Beaujon, agr. libre à la Faculté de Médecine de Paris.

MICHON, chirurgien de l'hôpital Cochin et du collège Louis-le-Grand, agr. libre à la Faculté de Médecine de Paris.

GUERSANT (fils), chirurgien de l'hôpital des Enfants.

VIDAL (de Cassis), chirurgien de l'hôpital du Midi, agr. libre à la Faculté de Médecine de Paris.

DANYAU, chirurgien-professeur adjoint de la Maison d'accouchement, agr. libre à la Faculté de Médecine de Paris.

LENOIR, chirurgien de l'hôpital Necker, agr. à la Faculté de Médecine de Paris.

MALGAIGNE, chirurgien de l'hôpital de Lourcine, agr. à la Faculté de Médecine de Paris.

P. HUGUIER, chirurgien de l'hôpital de Lourcine, agr. à la Faculté de Médecine de Paris.

Ph. RIGAUD, professeur de clinique chirurgicale et de médecine opératoire de la Faculté de Médecine de Strasbourg, ex-chirurgien du Bureau central des hôpitaux de Paris.

NELATON, chirurgien de l'hospice de la Vieillesse (hommes), agr. à la Faculté de Médecine de Paris.

DENONVILLIERS, chirurgien du Bureau central des hôpitaux de Paris, agr. à la Faculté de Médecine de Paris.

MAISONNEUVE, chirurgien du Bureau central des hôpitaux de Paris.

CHASSAIGNAC, chirurgien du Bureau central des hôpitaux de Paris, agr. à la Faculté de Médecine de Paris.

CULLERIER, chirurgien du Bureau central des hôpitaux de Paris.

MARJOLIN (fils), chirurgien du Bureau central des hôpitaux de Paris.

#### Article 4

L'Académie Nationale de Chirurgie se compose de Membres titulaires, de Membres associés, de Membres honoraires, de Membres à titre étranger de Membres libres et de Membres postulants.

a) Les Membres titulaires sont au maximum au nombre de 150. Ils sont élus parmi les Membres associés français ayant fait acte de candidature. Ils sont tenus de participer aux travaux de l'Académie. Ils ont le droit de vote.

b) Les Membres associés sont au maximum au nombre de 200. Les candidats doivent être qualifiés en chirurgie ou en spécialité chirurgicale et avoir présenté à l'Académie au moins deux mémoires inédits. Ils doivent faire acte de candidature pour être élus. Ils sont tenus de participer aux travaux de l'Académie. Ils ont le droit de vote.

c) Les Membres honoraires sont élus parmi les Membres titulaires et les Membres associés français ayant atteint l'âge de 65 ans, qui en font la demande ou qui sont proposés par le Bureau. L'accession à l'honorariat entraîne la vacance de la place de Membre titulaire ou associé. Les Membres honoraires continuent de prendre part aux votes.

d) Les Membres à titre étranger sont au maximum au nombre de 150. Ils sont choisis parmi les chirurgiens notoires ayant présenté à l'Académie au moins un travail inédit. Ils sont proposés au vote de l'Académie par le Conseil d'Administration. Ils participent aux travaux de l'Académie mais n'ont pas le droit de vote.

e) Les Membres libres sont au maximum au nombre de 20. Ils sont choisis parmi les personnalités françaises ou étrangères, médicales ou non, dont l'activité concourt aux progrès de la chirurgie et parmi les spécialistes éminents, radiologistes, endoscopistes et autres qui recherchent des "alternatives à la chirurgie". Ils sont proposés au vote de l'Académie par le Conseil d'Administration. Ils prennent part aux séances mais n'ont pas le droit de vote.

f) Les Membres postulants sont choisis par le Conseil d'Administration parmi les chirurgiens qui en font la demande sur recommandation d'un membre. Ils participent aux travaux de l'Académie mais n'ont pas le droit de vote, ne peuvent se prévaloir du titre de membre de l'Académie et ne paient pas de cotisation. Après une période de deux ans, ils ont la possibilité de faire acte de candidature au titre de membre associé, conformément à la procédure habituelle.

Les Membres Titulaires, Associés et Honoraires paient une cotisation.

#### Article 5

La qualité de Membre de l'Académie se perd :

1) par la démission ;

2) par la radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou tout motif grave par le Conseil d'Administration. Le Membre intéressé est préalablement appelé à fournir des explications.

### III. Administration et fonctionnement

#### Article 6

L'Académie est administrée par un Conseil dont le nombre des membres, fixé par délibération de l'Assemblée Générale, est actuellement de vingt quatre (24). Les membres du Conseil sont élus au scrutin secret, pour 4 ans, par l'Assemblée Générale, parmi les membres titulaires et titulaires

honoraires et les membres associés et associés honoraires, à jour de leur cotisation. En sont membres de droit les quatre derniers Présidents de l'Académie.

En cas de vacance d'un ou plusieurs membres, il est procédé à son/leur remplacement par la prochaine Assemblée Générale.

Le renouvellement du Conseil a lieu par quart tous les ans.

Les membres sortants sont rééligibles. Ils ne peuvent assurer plus de deux mandats consécutifs.

Chaque administrateur ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Le Conseil choisit parmi ses membres au scrutin secret, un bureau composé d'un Président, un Vice-président, un Secrétaire Général, un Trésorier, un Bibliothécaire-archiviste.

Le Bureau est élu pour un an. Le Président et le Vice-président ne sont pas rééligibles. Le Secrétaire Général, le Trésorier et le Bibliothécaire-archiviste sont rééligibles.

### Article 7

Le Conseil se réunit une fois au moins tous les six mois et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart des membres du Conseil.

La présence du tiers au moins de ses membres est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire Général et conservés au siège de l'Association.

### Article 8

Les Membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du Conseil d'Administration, statuant hors de la présence des intéressés ; des justifications doivent être produites, qui font l'objet de vérifications.

### Article 9

L'Assemblée Générale de l'Académie comprend l'ensemble des Membres à jour de leur cotisation.

Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration.

Elle a pour bureau celui du Conseil d'Administration.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration, sur la situation financière et morale de l'Académie.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire Général. Ils sont conservés au siège de l'Académie.

Chaque membre présent ne peut détenir plus d'un pouvoir.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le rapport annuel et les comptes sont mis à disposition de tous les membres de l'Association.

### Article 10

Le Président dirige les séances de l'Académie. Il représente l'Académie dans tous les actes de la vie civile. Il signe les conventions éventuelles avec l'administration. Il peut donner délégation dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

En cas de représentation en justice, le Président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Le Président ordonnance les dépenses de l'Académie qui seront payées par le Secrétaire Général et par le Trésorier.

En cas de vacance de la Présidence toutes les fonctions y afférant sont assurées par le Vice-président, jusqu'à la fin du mandat en cours.

### Article 11

Les délibérations du Conseil d'Administration, relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant 9 années, aliénations de biens rentrant dans la dotation et emprunts doivent être approuvées par l'Assemblée Générale.

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'art. 910 du Code civil, l'article 7 de la loi du 4 février 1901 et le décret 66-388 du 13 juin 1966 modifiés.

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation administrative.

## IV. Dotation, ressources annuelles

### Article 12

La dotation comprend :

- 1° Une somme de vingt mille francs (soit 3049€) constituée en valeurs placées conformément aux prescriptions de l'article suivant ;
- 2° Les immeubles nécessaires au but recherché par l'association ainsi que des bois, forêts, ou terrains à boiser ;
- 3° Les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été autorisé;
- 4° Le dixième au moins, annuellement capitalisé, du revenu net des biens de l'association
- 5° La partie des excédents de ressources qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'association pour l'exercice suivant.

### Article 13

Les recettes annuelles de l'Académie se composent :

- 1° Du revenu de ses biens à l'exception de la fraction prévue au n° 4 de l'article 12 ;
- 2° Du droit d'admission pour les Membres élus au cours de l'année, et des cotisations, dont les montants sont fixés chaque année par l'Assemblée Générale, pour les membres, titulaires, associés et honoraires ;
- 3° Des subventions de l'Etat, des régions, des départements, des communes et des établissements publics ;
- 4° Du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- 5° Du produit des ventes et rétributions perçues pour service rendu ;
- 6° Du produit des publications, conférences, congrès, expertises, subventions pour la formation continue et autres ressources créées à titre exceptionnel, et s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente ;

### Article 14

Tous les capitaux mobiliers, y compris ceux de la dotation, sont placés en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avance.

### Article 15

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et le cas échéant, plusieurs annexes.

Il est justifié chaque année, auprès du Préfet du département, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Education Nationale, de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.

## **V. Séances et publication des travaux**

### **Article 16**

L'Académie se réunit en séances publiques de travail à la diligence du Bureau, en principe chaque semaine sauf en période de vacances.

### **Article 17**

L'Académie peut se réunir en comité secret. Un comité secret, auquel ne peuvent participer que les membres ayant le droit de vote est obligatoire pour l'audition des rapports des commissions chargées d'étudier les candidatures en qualité de Membre titulaire ou de Membre associé français.

### **Article 18**

Un Comité de Lecture examine les projets de communications émanant des personnes qui ne sont pas membres de l'Académie.

L'Académie publie sous la direction du Secrétaire Général, avec l'aide d'un Comité de Rédaction et du Rédacteur en Chef, les E. Mémoires de l'Académie nationale, journal en ligne, consultable sur le site de l'Académie, comportant les textes des communications présentées à la tribune.

## **VI. Modification des statuts et dissolution**

### **Article 19**

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'Administration ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'Assemblée Générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale ou d'une Assemblée extraordinaire, lequel doit être envoyé à tous les Membres de l'Assemblée au moins 15 jours à l'avance.

L'Assemblée Générale doit se composer du quart au moins des Membres à jour de leur cotisation. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des Membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents ou représentés.

### **Article 20**

L'Assemblée Générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Académie est convoquée spécialement à cet effet, dans les conditions prévues à l'article précédent. Elle doit comprendre au moins la moitié plus un des Membres à jour de leur cotisation.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des Membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents ou représentés.

### Article 21

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires, chargés de la liquidation des biens de l'Académie. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics, reconnus d'utilité publique ou à des établissements visés à l'Article 6 alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée.

### Article 22

Les délibérations de l'Assemblée Générale prévues aux articles 19, 20 et 21 sont adressées sans délai, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Education Nationale.  
Elles ne sont valables qu'après approbation du Gouvernement.

## VII. Surveillance et règlement intérieur

### Article 23

Le Président de l'Académie doit faire connaître dans les trois mois, à la Préfecture de Paris, tous les changements survenus dans l'administration de l'Académie.

Les registres de l'Académie et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, à eux-mêmes ou à leur délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au Préfet de Paris, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Education Nationale

### Article 24

Le règlement intérieur est préparé par le Bureau et adopté par le Conseil d'Administration